



Unis en faveur d'une société sûre, tolérante et ouverte
Déclaration de la Présidence du PSE sur les récentes attaques terroristes
Adoptée le 19 novembre 2015

Nous, la Présidence du Parti des Socialistes Européens, condamnons fermement les attaques terroristes qui ont frappé Paris la semaine dernière. Rien ne saurait justifier que des civils soient pris pour cibles, que ce soit à Paris, à Beyrouth, au Sinaï, à Ankara, Bruxelles, Copenhague, ou ailleurs. Nos pensées vont aux victimes et à leurs familles. Mais l'onde de choc qui s'abat sur nous renforce notre cohésion face à cette menace mondiale.

Vendredi dernier, à Paris, des terroristes ont utilisé leurs victimes – beaucoup de jeunes, des personnes âgées, des Français, des Européens, des citoyens du monde – pour menacer nos valeurs, notre mode de vie, nos principes de tolérance, d'ouverture et d'unité dans la diversité. Ils veulent remettre nos valeurs en question à travers leurs actes barbares. Ils veulent nous diviser. Ils veulent que nous stigmatisions les musulmans, les migrants et les réfugiés en les transformant en boucs émissaires. Nous ne tomberons pas dans ce piège et nous n'entrerons pas dans ce cercle vicieux. Nous ne leur accorderons pas cette victoire.

Au travers de ces attaques, les terroristes de DAESH veulent apporter la peur et la division. Ce sont des attaques contre nos valeurs : la paix, la tolérance et la stabilité dans le cadre d'une gouvernance démocratique et dans le respect des droits de l'homme. Mais nous ne les laisserons pas nous vaincre. Nous resterons unis et forts. Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de nos citoyens et poursuivre notre combat afin de promouvoir et défendre une Europe dans laquelle chacun a sa place sans discrimination de race, de religion, d'origine, de genre ou d'orientation sexuelle.

L'Union européenne et ses États membres doivent agir de façon drastique et mener des actions communes en ce qui concerne les mesures de sécurité à prendre, l'échange de renseignements et la politique étrangère pour prévenir de telles atrocités. Les citoyens de l'UE doivent pouvoir vivre en sécurité. La feuille de route pour lutter contre le terrorisme, adoptée



par tous les États membres de l'UE lors du Conseil européen du 12 février, doit être mise en œuvre de toute urgence, soit : un système solide de données passagers (*PNR, Passenger Name Record*), des contrôles systématiques et coordonnés aux frontières extérieures de l'Europe et l'échange d'informations sur les casiers judiciaires. Nous appuyons fermement la décision unanime des Ministres européens de la Défense de soutenir la demande d'assistance formulée par la France en vertu de l'article 42.7 du Traité de Lisbonne. Nous demandons aux chefs d'État et de gouvernement de trouver une solution européenne.

Nous ne pouvons lutter contre le terrorisme qu'en ayant une meilleure approche des contrôles des armes à feu, des actions communes en vue de découvrir les réseaux terroristes et des échanges d'informations sur les casiers judiciaires. Trouver et geler les avoirs financiers, mais aussi prendre des mesures pour prévenir et combattre les sources de financement du terrorisme, devrait également être considéré comme une priorité majeure.

Nous dénonçons tous ceux qui voudraient capitaliser sur ces événements et répandre leurs idéologies de haine. Nous rejetons avec fermeté toute forme de haine raciale, la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les formes d'intolérance et d'extrémisme. Au lieu de cela, notre réponse fonde la sécurité sur la démocratie, l'État de droit et la protection des droits fondamentaux.

Nous rejetons toute velléité d'établir un lien entre les réfugiés qui fuient la dictature et la persécution et les quelques personnes qui commettent ces atrocités. Les réfugiés arrivent sur nos côtes en quête de protection et nous avons le devoir moral et politique de les accueillir dans la dignité et la sécurité.

Notre chagrin renforce notre unité. La lutte contre la radicalisation et l'extrémisme doit combiner l'action en matière de sécurité avec des mesures de prévention qui favorisent une plus grande cohésion sociale, une meilleure intégration et plus de solidarité. Nous continuerons à travailler pour une Europe dans laquelle chacun a sa place sans discrimination de race, de religion, d'origine, de genre ou d'orientation sexuelle. Une Europe des droits et d'une prospérité partagée. Une Europe qui assume sa responsabilité de protéger ceux qui sont dans le besoin.

Tout en nous rappelant la Déclaration du PES de février dernier « *Unis contre la peur* », nous croyons fermement qu'il ne peut y avoir de sécurité sans respect des principes démocratiques et de l'État de droit. Le fanatisme ne parviendra pas à nous dicter comment nous devons faire usage de notre liberté d'expression, ni à nous pousser à créer une société plus fermée ou



intolérante. Nous voulons assurer la sécurité intérieure et la protection de tous les Européens tout en favorisant un sentiment d'appartenance fondé sur l'inclusion en confiance de tous et non sur l'exclusion dans la peur de certains.

Tout ceci ne pourra être atteint que grâce à une coopération élargie et meilleure entre tous les États européens, et non l'inverse. Car il est maintenant plus que jamais clair que nous serons d'autant plus forts si nous sommes unis. Ensemble, nous combattons le terrorisme afin de préserver notre société ouverte, tolérante et sûre.

